

COMMISSION DE L'INTERIEUR,
DES AFFAIRES GENERALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MERCREDI 24 NOVEMBRE 2010

WOENSDAG 24 NOVEMBER 2010

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 24 par M. Ben Weyts, président.

01 Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les amendes pécuniaires pour des excès de vitesse enregistrés par des caméras non homologuées" (n° 833)

01.01 Peter Logghe (VB): Aux termes de la législation, le service de Métrologie du SPF Économie doit approuver les appareils de mesure des excès de vitesse. Des citoyens sont toutefois flashés par des appareils non homologués ou non étalonnés.

La ministre peut-elle le confirmer? De combien d'appareils s'agit-il? Quelle est le fondement juridique des enregistrements par des appareils non étalonnés? Quand l'ensemble des appareils sera-t-il étalonné? Qu'advient-il entre-temps des amendes?

01.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Tous les radars de la police fédérale de la route ont été homologués ou sont réétalonnés périodiquement par le service de Métrologie. Je n'ai pas connaissance de l'existence de radars non homologués ou non étalonnés dans les 196 zones de police locales. Par le passé, l'étalonnage des radars automatiques de la Région flamande avait pris un certain retard mais celui-ci a été résorbé.

La police mentionne le numéro du procès-verbal d'étalonnage dans chaque procès-verbal de constat d'excès de vitesse effectué au moyen d'une caméra. Sinon, le constat est contestable et le procès-verbal n'a aucune force probante légale.

01.03 Peter Logghe (VB): La ministre n'a pas connaissance d'appareils non étalonnés mais un juge de paix de Mons a acquitté un jeune homme qui a été flashé à une vitesse de 213 km/h par un appareil non étalonné. Le conducteur avait également reconnu les faits. Qu'est-ce qui empêchera encore à présent d'autres citoyens de saisir le juge sur la base de la même argumentation?

L'incident est clos.

02 Questions jointes de

- Mme Valérie De Bue à la ministre de l'Intérieur sur "les inondations" (n° 1035)

- M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "le Fonds des Calamités et les inondations du mois de novembre" (n° 1093)

Le **président**: La question n° 1035 de Mme De Bue est retirée.

02.01 Peter Logghe (VB): La cellule Calamités du SPF Intérieur estime provisoirement les dégâts occasionnés par les inondations à 180 millions d'euros. Le Fonds des calamités ne traiterait que 1 % des dossiers et possède encore environ 14 millions d'euros en caisse.

Quel montant le Fonds des calamités prendra-t-il en charge? S'agit-il de 1 % des dossiers ou de 1 % des 180 millions d'euros estimés? Quand le montant définitif sera-t-il connu? Le Fonds délèguera-t-il aussi des compétences de règlement aux fonctionnaires? Quand et comment le fonds sera-t-il réapprovisionné?

02.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Les gouverneurs estiment le coût des sinistres et le Fonds des calamités intervient si les critères sont remplis. Compte tenu de ces estimations, le coût total est estimé à 187 millions mais la catastrophe n'était pas encore entièrement résorbée quand ce montant m'a été communiqué. Le Fonds des calamités prend habituellement 1 à 3 % en charge mais ce pourcentage peut être revu à la hausse.

Si ce pourcentage s'applique toujours et si les estimations des gouverneurs sont relativement exactes, les 14 millions d'euros du Fonds des Calamités devraient suffire. Toutefois, je n'en aurai la certitude qu'au moment où tous les dossiers auront été introduits. Le Fonds n'intervient que pour les biens qui ne sont pas assurés par une police d'incendie-risques simples, pour les dégâts aux récoltes non engrangées, aux cheptels vifs hors bâtiments, aux sols, aux cultures et aux peuplements forestiers. Le Fonds intervient également pour les bénéficiaires du revenu d'intégration, ainsi que pour le domaine public. Il convient de s'adresser aux compagnies d'assurance en tout premier lieu.

Un Conseil des ministres électronique se tient à l'instant à propos du Fonds des calamités. Nous devons attendre l'avis des Finances à propos du budget et c'est pourquoi ce point n'était pas inscrit à l'ordre du jour vendredi. Dès que les gouverneurs auront pris toutes les décisions d'indemnisation, nous connaîtrons le nombre de dossiers valablement introduits et le montant de l'intervention du Fonds.

Les moyens du Fonds des calamités proviennent de différentes sources et s'il apparaissait qu'ils ne sont pas suffisants, il faudrait payer en tout cas. Étant donné que le ministre des Finances est compétent, je devrai examiner avec lui la possibilité d'augmenter les moyens. À partir du moment où une indemnisation est accordée, le Fonds est tenu de payer.

02.03 Peter Logghe (VB): Il convient surtout d'éviter les longs délais d'attente du passé. J'espère que du personnel supplémentaire sera recruté non seulement pour constituer les dossiers mais aussi pour l'indemnisation éventuelle des dommages sur place. J'espère que l'État pourra donc procéder rapidement et efficacement aux indemnisations.

02.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): C'est précisément la raison pour laquelle nous avons modifié la procédure en 2006.

L'incident est clos.

03 Question de M. Damien Thiéry à la ministre de l'Intérieur sur "les indemnités pour prestations irrégulières dans la police" (n° 1129)

03.01 Damien Thiéry (MR): Certaines indemnités pour prestations irrégulières seraient devenues incontrôlables; vous avez suggéré de les remplacer par des compensations fonctionnelles. Selon moi, ce remplacement ne peut porter atteinte aux indemnités issues du statut transitoire ni à celles qui sont attribuées pour actes dangereux.

Quelle est la nature exacte de cette compensation?

03.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Je vous renvoie à la réponse que j'ai donnée en commission de l'Intérieur le 17 novembre dernier à la question relative au système des mandats, allocations et indemnités à la police.

Le maintien de primes pour prestations de week-end ou de nuit ou pour heures supplémentaires parallèlement au système de rémunération fonctionnelle serait conforme à la logique. Mais ce dernier système étant toujours au stade de projet, je ne puis vous parler du contenu des primes ni vous dire ce qu'elles vont remplacer.

03.03 Damien Thiéry (MR): Il faudra payer ces compensations, et la question se posera alors de savoir si ce sera au niveau des zones ou du fédéral.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu à la ministre de l'Intérieur sur "l'interrogatoire systématique d'élèves âgés de neuf ans mené par la police d'Oudenburg" (n° 1167)

04.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Lundi dernier, la police de Oudenburg a interrogé des garçons et des filles de quatrième année, leur maîtresse d'école ayant constaté la semaine dernière la disparition de son téléphone portable, de sa carte de banque et d'une certaine somme d'argent. Leurs parents ne l'ont apparemment appris qu'après les faits. Cet événement a bouleversé certains enfants. Depuis, la direction de l'école dit qu'elle n'était pas enthousiaste à l'idée de soumettre ses élèves à ces interrogatoires mais selon la police, il était impératif de ne pas faire obstruction à l'enquête.

Quel règlement légal est d'application quand de tels événements se produisent, si tant est qu'un règlement légal existe déjà? Des enfants si jeunes peuvent-ils être interrogés à l'insu de leurs parents? Qu'en pense la ministre? Juge-t-elle nécessaire d'adapter la loi? Quelles autres mesures envisage-t-elle le cas échéant?

04.02 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): J'ai demandé à la zone de police locale de Kouter un rapport factuel sur l'intervention de la police dans ce dossier. En substance, une enseignante était convaincue qu'un de ses élèves avait volé son téléphone portable, sa carte bancaire et une somme de 15 euros. Une concertation avec la classe n'a donné aucun résultat et les parents ont été informés par le biais du journal de classe. Le lendemain, l'enseignante a fait une déclaration à la police qui est venue s'adresser à la classe. Étant donné que cette intervention est restée sans résultat, la police a interrogé les élèves individuellement, après concertation avec la direction de l'école. Le chef de corps a confirmé que ces contacts se sont déroulés très sereinement. Après la diffusion de certaines informations dans les médias, une concertation est intervenue entre le bourgmestre, la direction de l'école et la police et ensuite également avec l'ensemble du corps enseignant. Tout le monde, y compris le procureur du Roi de Bruges, soutient l'intervention de la police dans cette affaire. Une concertation est prévue aujourd'hui avec les parents qui le souhaitent. Le chef de corps attend à présent la directive du parquet.

Il n'existe aucune disposition légale interdisant l'audition d'un enfant de neuf ans. La circulaire PLP 41, complétée par une récente note explicative, comporte des directives relatives à un point de contact policier pour les écoles. De nombreuses zones, y compris la zone de Kouter, ont un point de contact fixe et ont conclu des protocoles de coopération avec les écoles. Le Commissariat des Droits de l'Enfant est partisan de tels partenariats.

Bien qu'il n'y ait donc aucune objection légale, cette situation peut toutefois être ressentie comme menaçante par un enfant de neuf ans. Il conviendrait donc de trouver une autre approche pour ce type de situations. J'adhère dès lors au point de vue du commissaire aux droits de l'enfant selon lequel il convient de réexaminer la circulaire relative aux accords conclus avec les écoles. Je demanderai à la Commission permanente de la police locale d'analyser les directives et de formuler des propositions.

À mon estime, l'école aurait également pu prendre davantage de temps pour trouver une solution avant de faire appel à la police. Elle aurait également du associer plus étroitement les parents au problème.

04.03 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Il n'existe aucun cadre légal réglementant l'audition d'enfants. Cela doit changer. Le Parlement peut également jouer un rôle en la matière.

Je me réjouis que l'on procède à l'évaluation de la circulaire. Bien qu'un accord existe entre l'école et la zone

de police, les instruments prévus par cette circulaire ne sont cependant pas utilisés.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "l'affectation de moyens supplémentaires aux zones de services d'incendie" (n° 1052)

05.01 Leen Dierick (CD&V): Il est important que les moyens supplémentaires dégagés pour la réforme des services d'incendie soient utilisés à bon escient et efficacement. Les zones des services d'incendie ont dès lors établi un inventaire des moyens et du personnel dont elles disposent.

De quelle manière le SPF Intérieur vérifie-t-il que les fonds supplémentaires sont effectivement utilisés pour combler les manques qui apparaissent dans l'inventaire? Quelles mesures sont prises pour éviter que les moyens soient affectés d'une manière qui pourrait entraver le fonctionnement uniforme des services d'incendie? Pourquoi les achats ne sont-ils pas centralisés par le biais du SPF Intérieur?

05.02 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): Il est essentiel que le budget considérable que j'ai réussi à obtenir pour les prézones opérationnelles soit correctement utilisé. Lors de la conclusion d'un accord de prézone opérationnelle, mes services ont systématiquement examiné sur la base des inventaires si les fonds étaient correctement utilisés pour combler des besoins spécifiques. L'affectation des fonds est contrôlée sur la base des preuves de paiement.

Les conventions PZO prévoient un système de contrôle par le biais d'un certain nombre d'indicateurs, tels que la désignation de plusieurs coordinateurs ou l'élaboration de plans de projet et de rapports d'évaluation.

Les initiatives proposées par les prézones elles-mêmes ne freinent nullement l'harmonisation ni l'optimisation du fonctionnement des services des pompiers. Nous tendons toujours vers l'uniformisation. Pour certaines actions, il convient de respecter les listes fournies par le SPF. Les normes minimales par type d'intervention et la liste relative aux équipements individuels de protection font que toutes les zones évoluent dans le même sens.

Les PZO ont bien eu l'occasion d'acquérir du matériel dans le cadre d'achats centralisés.

05.03 Leen Dierick (CD&V): La manière dont les dépenses sont contrôlées nous rassure quelque peu.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 14 h 55.

De vergadering wordt geopend om 14.24 uur en voorgezeten door de heer Ben Weyts.

01 Vraag van de heer Peter Logghe aan de staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de eerste minister, over "verkeersboetes door niet-gehomologeerde camera's" (nr. 833)

01.01 Peter Logghe (VB): De wetgeving bepaalt dat de dienst Metrologie van de FOD Economie toestellen voor de meting van snelheidsovertredingen moet goedkeuren. Er zijn echter burgers die geflitst worden door camera's die niet gehomologeerd of geijkt werden.

Kan de minister dit bevestigen? Over hoeveel toestellen gaat het? Wat is de juridische basis van registraties door niet-geijkte toestellen? Wanneer zullen alle toestellen geijkt zijn? Wat gebeurt er intussen met de boetes?

01.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Alle snelheidsradars bij de federale wegpolitie werden gehomologeerd en worden periodiek herijkt door de dienst Metrologie. Bij de 196 lokale politiezones heb ik geen weet van niet-gehomologeerde of niet-geijkte snelheidsradars. In het verleden was er een bepaalde achterstand bij de ijking van de flitspalen van het Vlaams Gewest, maar die achterstand werd weggewerkt.

In elk proces-verbaal van vaststelling van snelheidsovertreding met behulp van een camera maakt de politie

melding van het nummer van proces-verbaal van ijkings. Anders is de vaststelling betwistbaar en heeft het proces-verbaal geen wettelijke bewijskracht.

01.03 Peter Logghe (VB): De minister heeft geen weet van niet-geijkte toestellen, maar een vrederechter in Bergen heeft een jongeman vrijgesproken die geflitst werd tegen 213 km/u met een niet-geijkt toestel. De bestuurder had de feiten ook toegegeven. Wat houdt andere burgers nu nog tegen om met dezelfde argumentatie naar de rechter te stappen?

Het incident is gesloten.

02 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Valérie De Bue aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de overstromingen" (nr. 1035)
- de heer Peter Logghe aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het Rampenfonds en de overstromingen van november" (nr. 1093)

De **voorzitter**: Vraag nr. 1035 van mevrouw De Bue is ingetrokken.

02.01 Peter Logghe (VB): De cel Rampenschade van de FOD Binnenlandse Zaken raamt de schade van de wateroverlast momenteel op 180 miljoen euro. Slechts 1 procent van de dossiers zou door het Rampenfonds worden behandeld. Het fonds heeft nog ongeveer 14 miljoen euro in kas.

Welk schadebedrag zal het Rampenfonds dragen? Gaat het om 1 procent van de dossiers of om 1 procent van de geschatte 180 miljoen euro? Wanneer wordt het definitieve bedrag bekend? Zal het fonds ook regelingsbevoegdheden toekennen aan ambtenaren? Wanneer en hoe zal men het fonds opnieuw spijzen?

02.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): De gouverneurs ramen de schadebedragen en als er aan de criteria is voldaan, komt het Rampenfonds tussen. Op basis van die ramingen wordt de totale schadevergoeding geschat op 187 miljoen, maar de ramp was nog niet helemaal verteerd toen ik dat bedrag doorkreeg. Historisch gezien neemt het Rampenfonds 1 à 3 procent voor zijn rekening, maar het percentage kan natuurlijk ook hoger liggen.

Als dat percentage nog geldt en de ramingen van de gouverneurs redelijk correct zijn, dan is er voldoende geld met de 14 miljoen euro in het Rampenfonds. Maar dat weet ik pas zeker als alle dossiers zijn ingediend. Het fonds is slechts bevoegd voor goederen die niet als brandeenvoudig risico verzekerd kunnen worden, voor schade aan oogsten, voor een levende veestapel buiten en voor schade aan bodemteelten en bosaanplantingen. Ook voor mensen met een leefloon en voor het openbaar domein komt het fonds nog tussenbeide. Mensen moeten in eerste instantie naar hun eigen verzekeringsmaatschappij gaan.

Over het Rampenfonds loopt er op hetzelfde moment ook een elektronische ministerraad. Wij moesten nog wachten op budgetadvies van Financiën, vandaar dat dit vrijdag nog niet op de agenda stond. Zodra de gouverneurs alle vergoedingsbesluiten hebben getroffen, zal men weten hoeveel geldige dossiers er worden ingediend en voor hoeveel het fonds zal moeten tussenkomen.

De middelen van het Rampenfonds zijn afkomstig van diverse bronnen en als die niet toereikend blijken, moeten wij sowieso betalen. Aangezien de minister van Financiën bevoegd is, zal ik een eventuele verhoging van de middelen met hem moeten bekijken. Zodra een schadeloosstelling is toegekend, is het fonds verplicht om te betalen.

02.03 Peter Logghe (VB): Het komt er vooral op aan om de lange wachttermijnen van het verleden te vermijden. Ik hoop dat men niet alleen extra personeel zal inzetten om de dossiers samen te stellen, maar ook om de schadegevallen eventueel ter plaatse te vergoeden. Hopelijk zal de Staat aldus snel en efficiënt kunnen vergoeden.

02.04 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Net daarom hebben we de procedure gewijzigd in 2006.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Damien Thiéry aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de vergoedingen voor onregelmatige arbeidsprestaties bij de politie" (nr. 1129)

03.01 Damien Thiéry (MR): Naar verluidt zijn sommige vergoedingen voor onregelmatige arbeidsprestaties oncontroleerbaar geworden; u hebt dan ook voorgesteld ze door functionele compensaties te vervangen. Mijns inziens mag er in het kader van die vervanging niet worden geraakt aan de vergoedingen die horen bij het overgangsstatuut, noch aan de vergoedingen die worden toegekend voor gevaarlijke opdrachten.

Wat houden die compensaties precies in?

03.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Ik verwijs naar het antwoord dat ik op 17 november jongstleden in de commissie voor de Binnenlandse Zaken heb verstrekt op de vraag over het systeem van de mandaten, toelagen en vergoedingen bij de politie.

Het zou logisch zijn om premies voor weekend- of nachtwerk of voor overuren te laten voortbestaan naast het functionele vergoedingssysteem. Aangezien dat laatste echter nog niet meer dan een project is, kan ik de inhoud van de premies nog niet toelichten, noch u zeggen wat ze precies zullen vervangen.

03.03 Damien Thiéry (MR): Er zijn middelen nodig voor zo'n compensatiesysteem. Wie zal die leveren: de politiezones of het federale niveau?

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de systematische ondervraging door de politie van Oudenburg van negenjarige leerlingen" (nr. 1167)

04.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): De politie van Oudenburg heeft afgelopen maandag een aantal jongens en meisjes van het vierde leerjaar ondervraagd, omdat de juf vorige week haar gsm, bankkaart en wat geld miste. De ouders kwamen dit blijkbaar pas na de feiten te weten. Sommige kinderen waren van streek door dit gebeuren. Inmiddels zegt het schoolbestuur dat het niet gewonnen was voor die ondervragingen, maar volgens de politie mocht het onderzoek niet worden gedwarsboomd.

Hoe is een en ander eigenlijk wettelijk geregeld, als er al een regeling is? Mogen dergelijke jonge kinderen worden ondervraagd zonder medeweten van de ouders? Wat denkt de minister van dit voorval? Vindt ze een aanpassing van de wet noodzakelijk? Welke andere maatregelen overweegt ze eventueel?

04.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Ik heb bij de lokale politiezone Kouter een feitelijk verslag opgevraagd over het optreden van de politie in deze zaak. Samengevat komt dat erop neer dat een lerares overtuigd was dat een van haar leerlingen haar gsm, bankkaart en 15 euro had gestolen. Overleg met de klas leverde niets op en de ouders werden ingelicht via de schoolagenda's. Daags nadien deed de lerares aangifte bij de politie, die daarop de klas kwam toespreken. Aangezien dit zonder gevolg bleef, heeft de politie de leerlingen individueel bevraagd, na overleg met de schooldirectie. De korpschef bevestigde dat deze contacten zeer sereen verliepen. Na de berichten in de media was er een overleg tussen de burgemeester, de schooldirectie en de politie en later ook alle leerkrachten van de school. Iedereen, met inbegrip van de procureur des Konings in Brugge, steunt het optreden van de politie in deze zaak. Vandaag is er overleg gepland met de ouders die dat wensen. De korpschef wacht verder de richtlijn van het parket af.

Er is geen wettelijke bepaling die het verhoren van een negenjarig kind verbiedt. De rondzendbrief PLP 41, aangevuld met een recente krijtlijnennota, bevat richtlijnen over een politioneel aanspreekpunt voor scholen. Heel wat zones, ook de zone Kouter, hebben een vast aanspreekpunt en hebben samenwerkingsprotocollen gesloten met scholen. Ook het Kinderrechtencommissariaat is voorstander van dergelijke partnerschappen.

Hoewel er dus geen wettelijke bezwaren waren, kan deze situatie toch bedreigend overkomen op een negenjarig kind. De aanpak van dit soort situaties moet dus anders. Ik sluit me dan ook aan bij de mening

van de kinderrechtencommissaris dat de rondzendbrief over de afspraken met de scholen moet worden herbekeken. Ik zal aan de vaste commissie Lokale Politie vragen de richtlijnen te onderzoeken en voorstellen te formuleren.

De school had volgens mij ook meer tijd kunnen nemen om tot een oplossing te komen vooraleer de politie erbij te halen. Ook had ze de ouders nauwer bij de situatie moeten betrekken.

04.03 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Dat er geen enkele wettelijke regeling is voor het verhoren van kinderen, moet veranderen. Ook het Parlement kan hierin een rol spelen.

Het is een goede zaak dat de rondzendbrief wordt geëvalueerd. Hoewel er een akkoord was tussen de school en de politiezone, zijn de instrumenten van de rondzendbrief toch niet gebruikt.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Leen Dierick aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de aanwending van de extra middelen voor de brandweerzones" (nr. 1052)

05.01 Leen Dierick (CD&V): Het is belangrijk dat de extra middelen voor de brandweershervorming correct en efficiënt worden ingezet. De brandweerzones hebben daarom een inventaris gemaakt van de middelen en het personeel waarover zij nu beschikken.

Op welke manier controleert de FOD Binnenlandse Zaken dat het extra geld inderdaad wordt gebruikt om de tekorten die uit de inventaris blijken, aan te pakken? Hoe belet men dat de middelen worden aangewend op een manier die de uniforme werking van de brandweerdiensten tegengaat? Waarom wordt niet gewerkt met centraal gestuurde aankopen via de FOD Binnenlandse Zaken?

05.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Het is essentieel dat het aanzienlijke budget dat ik voor de operationele prezones (OPZ) in de wacht heb gesleept, goed wordt besteed. Bij het sluiten van een OPZ-akkoord hebben mijn diensten steeds op basis van de inventarissen bekeken of het geld wel werd gebruikt voor de specifieke tekorten. De besteding van het geld wordt gecontroleerd aan de hand van betalingsbewijzen.

In de OPZ-overeenkomsten is een controlesysteem opgenomen aan de hand van een aantal indicatoren, zoals de aanstelling van verschillende coördinatoren of het opmaken van projectplannen en evaluatierapporten.

De initiatieven die de prezones zelf hebben voorgesteld, zijn niet contraproductief voor het stroomlijnen en optimaliseren van de brandweerwerking. Wij blijven streven naar uniformiteit. Voor een aantal acties moeten de door de FOD ter beschikking gestelde lijsten gerespecteerd worden. De minimumnormen per interventietype en de lijst voor individuele beschermingsuitrusting zorgen ervoor dat elke zone in dezelfde richting evolueert.

De OPZ's hebben wel degelijk de kans gehad materieel aan te schaffen via gecentraliseerde aankopen.

05.03 Leen Dierick (CD&V): De manier waarop de uitgaven worden gecontroleerd, stemt ons enigszins gerust.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 14.55 uur.